
DOSAR



38

82

mentul și

Alfons leopold

(1)

Dragi Efrem
are sărbători:
de posibilitatea mea, - de tradi-
si:
o cronică scrieri.

cu prieten

G.G.

LA MISSION CATHOLIQUE
ROUMAINE EN FRANCE

(2)

38, Rue Ribéra
PARIS - XVI^e
Métro : JASMIN

Le Recteur de la Mission Catholique Roumaine vous
prie de bien vouloir assister, le Vendredi 10 Juin, à 20 h. 45,
à la conférence :

EN ATTENDANT LA CONFÉRENCE DES QUATRE

qui sera donnée, dans la salle de Conférences de la Mission,
par S. Exc. M. Grégoire GAFENCO, ancien Ministre des
Affaires Étrangères de Roumanie, www.arhivaexilului.ro

~~Prezentare~~ 20.
~~Călătorie de Conferință alături de Grigore Galen cu
în Germania.~~

(3)

O mare adresație întrunire românească la Bonn.
11

D. Grigore Galen a făcut în zilele de 10 - 15
Decembrie un turneu de conferințe în Germania.

La 10 Decembrie a vorbit întâi în Cerc de ziariști,
la Frankfurt, despre evenimentele din Polonia și
din Ungaria.

La 11 Decembrie, a desvoltat în fața unui public
numeros de diplomați și de publiciști la Bad
Godesberg, o conferință organizată de Westdeutsche
Rundschau, despre : « Care poate fi în urmă de
azi folosul diplomatic? ». Sa dezbaterea care a
urmat a participat și diplomatul american Charles
Thayer, fost conlocuitor al postului de razie; Vocea
Americii.

La 12 Decembrie, d. Galen a fost invitat la
Franz. Germann din Düsseldorf, unde a vorbit în
fața unui public de mici industriași și de diplomați
despre « Situația lumii privită de un European ».
Toate aceste conferințe au fost tinute în limba germană.
Înfașiat la 13 Decembrie, l. Galen a vorbit la Bonn,
în fața unui public numeros public de români, veniți
din toate colțurile germanice, despre : « România în
vîrstăul evenimentelor de azi ». Această conferință, ramândă de
o întrunire în subiecte, a fost încheiată prin urarea următoarei mesajuri:

Le silence imposé aux peuples du Centre et de l'Est européens ne saurait les empêcher d'être présents, en esprit à cette conférence.

Ils sont présents dans la conscience de tous ceux qui se sont réellement consacrés à la recherche de la paix.

Ils sont présents dans les données mêmes du problème de la paix, auquel leur cause est indissolublement liée.

Cette cause a été portée devant la première conférence de Genève par le Président Eisenhower; inscrite ou non à l'ordre du jour des débats, elle requiert une solution qui est essentielle au rétablissement de l'ordre et de la sécurité en Europe.

Instruits par de longues années de souffrance, les peuples du Centre et de l'Est européens ont appris à distinguer entre les efforts qui tendent à rapprocher les pays, et ceux qui cherchent à perpétuer la division et le trouble. Désireux de pouvoir contribuer eux-mêmes, de façon libre et efficace, au développement d'un système général de sécurité, ils ne cesseront de dénoncer le danger de certains projets, censés devoir recouvrir d'un voile de sécurité illusoire, les plaies encore ouvertes de l'Europe.

Ils sont convaincus, par contre, que la consultation directe de chaque peuple par des élections libres est le meilleur moyen de faire courir tous les pays à l'établissement d'un ordre européen, seul fondamentalement juste et durable pour la paix.

Le triomphe d'un tel ordre est indispensable au salut de l'Europe - au salut de l'Est aussi bien qu'à celui de l'Occident.

C'est dans cet esprit, que l'Assemblé des Nations Captives, formée par des représentants qualifiés des pays suivants : Albanie, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, réunie récemment à New York, a envoyé le 26 octobre 1955, aux trois ministres des Affaires Etrangères occidentaux, un message qui concluait ainsi:

"L'Assemblée est confiante que dans leurs efforts pour éliminer les vraies causes de la tension internationale, les démocraties occidentales insisteront sur la nécessité de rétablir la liberté et l'indépendance de nos nations, et n'accepteront aucune espèce de pacte de sécurité susceptible de reconnaître et de renforcer l'état de subjugation des neuf pays autrefois libres et indépendants de l'Europe centrale et orientale".

ASSEMBLEE DES NATIONS CAPTIVES D'EUROPE

(5)

SESSION SPECIALE DE ST AGOUANG

Cinquième séance de travail, le 5 juillet 1955.

Exposé de M. Grégoire GAFFENCU, Roumanie, rapporteur, sur la "Situation internationale et les pays captifs à la veille de la Conférence à Quatre".

Les accords de Paris, et les réactions que les achèvements de la politique occidentale ont provoqué à l'Est ont fait sortir la guerre froide des tranchées, où elle s'était immobilisée depuis un certain temps, et l'ont transformée dans une guerre de mouvement.

Des hommes d'Etat occidentaux se sont plus à reconnaître en cette transformation les signes d'un "dégel" de la situation internationale. Ce printemps tardif a éveillé certains espoirs. Le monde sortirait, dit-on, de son immobilisme, et pourrait s'aventurer désormais plus résolument sur la voie de la paix. Encore lui faudrait-il prendre certaines mesures de précaution, afin que les blocs de glace, libérés par le dégel, et poussés par les vents de l'Est, n'arrivent pas à ébranler les lignes de défense de l'Occident.

Parmi les problèmes, hier encore en suspens, qui ont profité de ce "dégel" se trouve le problème de la paix autrichienne et celui des relations entre l'URSS et la Yougoslavie. C'est au problème allemand de suivre le mouvement. La Conférence des Quatre, fixée pour le dix-huit Juillet prochain, aura pour première tâche, celle de s'occuper de l'unité allemande. Mais au cours de la Conférence, les débats prendront certainement une ampleur plus grande. Contrairement à la question de l'Autriche et à celle de la Yougoslavie qui n'affectaient et l'une et l'autre qu'une certaine région de l'Europe, la question de l'unité et de l'indépendance du peu-

1361 - 1362 - 1363 -
- 1364 - 1365 - 1366 -
- 1367 - 1368 - 1369 -
- 1361 - 1362 - 1363 -
- 1364 - 1365 - 1366 -
- 1367 - 1368 - 1369 -
- 1361 - 1362 - 1363 -
- 1364 - 1365 - 1366 -
- 1367 - 1368 - 1369 -
- 1361 - 1362 - 1363 -
- 1364 - 1365 - 1366 -
- 1367 - 1368 - 1369 -
- 1361 - 1362 - 1363 -
- 1364 - 1365 - 1366 -
- 1367 - 1368 - 1369 -

1361 MN. 13
- 1362 - 1363 -
- 1364 - 1365 - 1366 -
- 1367 - 1368 - 1369 -
- 1361 - 1362 - 1363 -
- 1364 - 1365 - 1366 -
- 1367 - 1368 - 1369 -

ple allemand soulève des problèmes de force, de sécurité et d'équilibre qui intéressent l'Europe entière, l'Occident aussi bien que les pays de l'Est. La solution de ces problèmes implique l'établissement d'un ordre pacifique dans toute l'Europe.

Cela est si vrai que le Gouvernement Soviéтиque a toujours entendu lier la solution du problème allemand à la conclusion d'un pacte de sécurité générale. Ce pacte marquerait l'achèvement de la pacification de l'Europe, et aurait pour effet de légitimer, expressément ou implicitement, l'emprise soviétique sur les pays du Centre et de l'Est européens. Une conférence internationale, ayant à régler les affaires allemandes serait par conséquent nécessairement amenée à s'occuper du problème de l'Europe Central et Orientale.

Ce dernier problème a subi d'ailleurs lui aussi les effets du "dégel". Pris dans le tourbillon de la politique de mouvement, il est porté par la force des choses, plus encore que par la volonté des hommes d'Etat, à l'ordre du jour des prochains débats internationaux.

En quoi consiste le problème des pays du Centre et de l'Est européens, - le problème des peuples captifs ? Il y a là un double aspect, selon qu'il est considéré d'un côté ou de l'autre du Rideau de Fer.

Pour les peuples captifs, c'est une question de vie ou de mort. Séparés par la force du monde libre, privés de leurs droits civiques et de leurs libertés politiques, soumis à un régime de terreur et d'imposture qui, après avoir délibérément falsifié leur volonté, leur a imposé des gouvernements factices, par le truchement desquels s'exerce la dictature politique, économique et idéologique d'une puissance étrangère, cent millions d'europeens, réduits à la servitude attendent désespérément le jour de la libération.

Nous nous bornerons à signaler, en reproduisant ce message, qu'il constitue un appel pressant et solennel, de la part de cent millions d'Européens aux hommes d'Etat qui participent à la Conférence de Genève.

Genève, le 8 novembre 1955

P. AUER
anc. Ministre de Hongrie
en France

T. BIELECKI
Président du Conseil Polonais
d'Unité Nationale

G. GAFENCO
anc. Ministre des Affaires
Etrangères
de Roumanie

S. LOZORAITIS
anc. Ministre des Affaires
Etrangères
de Lithuanie

G. D. MORAWSKI
anc. Secrétaire d'Etat aux
Affaires Etrangères
anc. Ambassadeur de Pologne à Paris

F. NAGY
anc. Président du Conseil
de Hongrie

E. RACZYNSKI
anc. Ministre des Affaires
Etrangères
anc. Ambassadeur de Pologne à Londres

K. SELITER
anc. Ministre des Affaires
Etrangères
d'Estonie

A. SKREBERS
anc. Conseiller de Légation
de Lettonie

Pour les autres peuples d'Europe, ce problème pour être moins tragique n'en est pas moins sérieux. La présence de l'URSS au cœur même de l'Europe, la division qu'elle entretient entre peuples libres et peuples captifs, la pression continuelle qu'elle exerce contre les pays de l'Ouest, créent une situation de déséquilibre et d'insécurité qui risque de faire fléchir l'Europe entière sous le poids de la masse soviétique, qui a si outrageusement empiété sur toute frontière et limite.

Pourtant ce grave problème avait été relégué des années durant, par un consentement général, dans le silence et dans un demi-oubli. Si l'on parlait des "satellites", en évoquant leurs souffrances et en déplorant leur destin, c'était pour tirer un coup de chapeau en passant à une cause douloureuse et ingrate à laquelle il semblait impossible de trouver un remède. Les paroles de sympathie et les voeux formulés à l'adresse des peuples captifs cherchaient à leur donner encouragement et consolation plutôt que l'assurance d'une aide effective. Seules les promesses de certains dirigeants américains, sans cesse répétées, trahissaient non seulement des sentiments de commisération, mais un système positif de pensée politique.

De ces voeux et de ces promesses se dégage une déclaration qui a le caractère d'un engagement précis. C'est la déclaration dite "du Potomac", faite conjointement, au nom de leurs gouvernements respectifs, par le Président Eisenhower et Sir Winston Churchill en Juin 1954 à Washington.

Il est affirmé dans cette déclaration :

"Nous maintenons le principe du droit des peuples de se gouverner eux-mêmes et nous nous efforcerons sérieusement par tous les moyens pacifiques d'assurer l'indépendance de tous les pays, dont les peuples désirent maintenir une existence indépendante et sont capables de le faire. En ce qui concerne les états anciennement souverains et maintenant en servitude, nous ne serons partie à aucun accord ou traité qui confirmerait ou prolongerait une su**borderation** contraire à leur volonté."

Quoique formulé de façon négative, ce dernier engagement a une indéniable valeur. Les Chancelleries occidentales sont saisies, depuis plus d'un an, d'un projet de pacte de sécurité européenne, proposé par M. Molotov et qui vise manifestement à confirmer, à prolonger et à légitimer le statu quo. Il est certain qu'à la prochaine Conférence des Quatre, M. Molotov reprendra son projet, avec la ferme volonté de le faire aboutir. Or, la déclaration conjointe, anglo-américaine, écarte d'avance toute possibilité de prendre en considération un pacte qui aurait pour effet de consacrer dans l'Est européen l'actuel état des choses.

La situation internationale a d'ailleurs évolué depuis Juin de l'année passée. Le problème des pays captifs a surgi de l'oubli. Il s'est détaché de la poussière des dossiers, où gisent enfouies les causes sans issue. Le voilà placé en pleine actualité : la presse en parle, les Chancelleries s'en occupent, les Gouvernements en font mention dans leurs communiqués. Plus éloquentes encore que la clamour des voix amies, les dénégations de Moscou, et l'alarme provoquées, dans les rangs soviétiques, par la résurrection du problème de l'Est Européen, témoignent de la réalité et de l'importance de notre cause. Notre présence ici, à la veille d'une grande Session du Conseil de l'Europe, et deux semaines avant la Conférence des Quatre, met en pleine lumière une vérité qui ne saurait plus être contestée : le problème de la libération de l'Europe Centrale et Orientale, lié au rétablissement de l'ordre et de la paix en Europe, est posé. Il dépend de notre vigilance, et de la foi qui anime notre action, pour qu'il ne quitte plus jamais les lieux où s'élabore la paix du monde.

Constatons d'abord les raisons pour lesquelles ce problème est à l'ordre du jour. Si l'intérêt général s'est porté vers lui, il le doit avant tout à la façon dont s'est développée, ces derniers temps, l'offensive soviétique. Les succès obtenus par cette offensive à Vienne, à Belgrade, dans l'opinion publique allemande, ont incité les esprits politiques de

l'Occident à méditer sur le caractère réel de la paix, telle que la conçoivent et telle que la veulent les soviétiques.

La conception que l'URSS se fait de la paix est essentiellement dynamique. La paix est censée participer au mouvement qui anime l'ensemble du monde soviétique : elle doit aller en avant, gagner du terrain pour Moscou, étendre sans cesse son empire, qui dans l'esprit des gens de l'URSS, se confond avec l'Empire des Soviets. Le terme "offensive de paix", dit bien ce qu'il veut dire. C'est une continue poussée, dirigée contre le monde extérieur, non encore soumis à la loi soviétique. La "paix" doit ébranler les positions de l'adversaire, disloquer son front de résistance et le rejeter en arrière. La "paix" doit ouvrir la voie et marcher en tête des expéditions futures. Depuis Yalta jusqu'à nos jours, l'URSS n'a jamais entendu faire autrement la paix. Poursuivant le mouvement, auquel elle a identifié ses destinées, elle cherche des problèmes à résoudre au-delà des lignes extérieures de son empire, et rien qu'à là; tout ce qui se trouve à l'intérieur de ses lignes est "tabou" : ce sont des "droits acquis" et des "faits accomplis", qu'elle n'entend pas soumettre à la discussion internationale. De la sorte, elle entend se couper d'avance toute possibilité de retraite; elle ne peut qu'avancer. Chaque nouvelle conférence de paix lui ouvre la possibilité de pouvoir pousser plus loin ses positions.

La politique de "neutralité" poursuivie à l'égard de l'Autriche illustre ces faits : en échange de quelques faveurs immédiates accordées au peuple autrichien, l'URSS a réussi à repousser et à affaiblir les lignes de la défense occidentale, et à déplacer à son avantage l'équilibre des forces en Europe. La paix est allée en avant. Comme elle est allée en avant à Belgrade où, en dépit des excuses et des humiliations auxquelles le Gouvernement Soviéтиque a consenti, les grandes lignes de sa politique générale ont été renforcées par l'adhésion résolue du Maréchal Tito.

Mais c'est en Allemagne surtout, que l'URSS entend faire triomphér sa conception de la paix. En of-

frant au peuple allemand - comme elle vient de le faire à nouveau, par l'invitation adressée au Chancelier Adenauer - la reprise de rapports étroits d'ordre économique, et en faisant miroiter à ses yeux la possibilité de la réunification de l'Allemagne, l'URSS compte évidemment provoquer un glissement allemand vers l'Est qui détache l'Allemagne de ses voisins, mette fin aux accords de Paris, et démantelle le front occidental. Ce serait là pour la "paix soviétique" le pas décisif qui lui assurerait l'hégémonie sur le Continent.

Il est évident que l'Occident ne peut pas admettre cette conception, qui ne correspond pas à l'idée que lui-même se fait de la paix, et qui l'a obligé, depuis la cessation des hostilités en 1945, à une continue retraite. Pour l'Occident, la paix doit avoir un caractère de stabilité et de durée. Elle doit être fixée dans l'espace et dans le temps. Elle doit satisfaire à certains sentiments naturels de sécurité, de justice, de légitimité. Elle doit, par conséquent, être fondée sur une idée d'ordre. Plus l'offensive exercée contre le monde libre pour l'entraîner dans un tourbillon de compromis alléatoires, est acharnée, plus, en Occident se fait sentir le besoin de donner pour fondement à la paix un ordre général.

C'est la raison pour laquelle les gouvernements occidentaux ont été amenés à prendre résolument position contre la "neutralisation" de l'Allemagne. Les déclarations faites à ce sujet par les dirigeants américains, aussi bien que par leurs collègues français et anglais sont catégoriques, et les entretiens que le chancelier Adenauer a eu à Washington et à Londres ont prouvé que le Gouvernement Allemand, fidèle aux accords qu'il avait souscrits était aussi opposé que ses partenaires du Pacte Atlantique et des accords de Paris, à toute "neutralisation" des territoires allemands.

Mais les soviétiques n'en sont pas à un terme près. Ils peuvent remplacer l'idée de "neutralité" par l'idée "d'indépendance", et garantir solennellement à une Allemagne unie, comme ils l'ont fait pour la Yougoslavie, le plein exercice de sa "souveraineté"; car il leur importe moins d'embarrasser les gou-

vernements, que de trouver les formules appropriées pour gagner l'imagination des peuples et flatter leur intérêts. Or, il est incroyable que, dans les circonstances actuelles, une propagande qui exalte les avantages d'une politique "d'indépendance" susceptible de faire retrouver à l'Allemagne son unité et ses marchés à l'Est, aurait une forte prise sur le peuple allemand. Ni le gouvernement allemand, ni les gouvernements associés, ne peuvent se cacher le danger d'une telle tentative de subversion.

La réaction logique et naturelle contre ce danger est d'opposer à la propagande soviétique en faveur de "l'indépendance allemande", le droit à l'indépendance des peuples du Centre et de l'Est européens. Pourquoi en effet, limiter de façon arbitraire la zone de "neutralité" ou d'"indépendance"? S'il s'agit de proclamer "neutre" ou "indépendant" tout ce qui jusqu'en ce jour est occupé par des troupes étrangères, pourquoi ne pas étendre une telle appellation à l'Est aussi bien qu'à l'Ouest du Rideau de Fer? Il n'y a aucune raison que seuls les pays appartenant pour deux tiers, ou trois quarts, au monde libre (et déjà intégrés dans le système économique et celui de la défense militaire de l'Occident) soient placés dans la zone intermédiaire entre les deux mondes, alors que la moitié de l'Europe, occupée par les soviétiques, resterait définitivement liée au bloc de l'Est. Comment l'Occident pourrait-il accepter que "la pacification" de l'Europe par de tels moyens se fasse uniquement à ses dépens, et affaiblisse la défense du monde libre, tout en consolidant les conquêtes soviétiques? Il est évident que le principe de la neutralité ou de l'indépendance d'une zone intermédiaire ne peut être pris en considération que s'il assure l'équilibre entre les deux mondes, et contribue à la sécurité de chacun d'entre eux.

Ainsi posé, le problème de l'Europe de l'Est ne se rapporte pas seulement à la situation des pays placés derrière le Rideau de Fer, mais à l'ensemble de la situation européenne. Sa solution, par conséquent, ne se présente pas uniquement comme un devoir de justice et de solidarité humaine, mais comme un acte politique indispensable à la paix. Car, il n'y a pas d'autres moyens pour arrêter les continuels glissements, (provoqués par l'offensive de paix soviétique) que d'opposer à la conception dynamique de la paix, aux méthodes qu'elle suggère, aux compromis qu'elle propose, la conception statique d'une paix d'ordre et de durée, judicieusement équilibrée et solidement accrochée au sol.

C'est ainsi que vient d'être posé le problème de la libération des pays captifs. La politique de "neutralité" pratiquée par les soviétiques peut changer ou disparaître; elle ne convient ni aux puissances Occidentales qui se méfient, avec raison, de ce terme ambigu, ni aux pays captifs, qui aspirent à une liberté sans entraves, mais ce qui ne disparaîtra pas et ce qui ne changera pas - et c'est ce qui nous importe - c'est le lien qui vient d'être indissolublement noué entre le problème des pays captifs et celui de la paix européenne. Il est prouvé désormais que lorsqu'on veut serrer de plus près le problème de la paix - dans le sens d'un ordre général à établir, et d'un équilibre à assurer, - on est obligé de chercher une solution au problème du Centre et de l'Est européens. Cette solution est un complément nécessaire au règlement du problème allemand, et l'indispensable garantie de la stabilité et de la durée d'un ordre pacifique.

II

L'attitude que Moscou s'est empressé de prendre par rapport au problème des pays captifs, le refus énergique d'en accorder la discussion, la façon obstinée d'invocuer la soi-disant "souveraineté" de ces pays témoignent de l'inquiétude qui s'est emparée des cercles dirigeants soviétiques à l'annonce d'un débat qui peut avoir de grandes répercussions dans tout l'empire des Soviets. Un tel débat risque, en effet, si Moscou est décidé à rejeter toute solution équitable, à aggraver encore davantage les difficultés intérieures d'ordre politique et économique, auxquelles le Gouvernement Soviétiqe est obligé de faire face. Mais comment le Gouvernement Soviétiqe pourrait-il fermer la porte à de telles discussions puisqu'il vient lui-même de livrer les clefs de cette porte, en affichant de façon ostensible et solennelle, dans divers documents parus ces derniers temps, les principes de la politique de l'Union des Soviets. Ces principes sont notamment énumérés dans la "Déclaration commune", signée et publiée dernièrement à Belgrade.

On sait que dans l'intention des dirigeants Sovié-

Journal de
Genève
16 juillet 1947

JOU

REDACTION - ADMINISTRATION - IMPRIME

5-7, Rue Général-Dufour

Téléphone : 5 03 50 (Imprime)

72 1

SE	E DE F	TÉ : A	AUV
TAR	Rue Bovy- se : Ani	Téléphon ct. Réc	20
JNS	PANS	ANUB	st. le

Le „crim“ de M. Maniu

par Grégoire Gafenco

Une instruction judiciaire, rapidement menée, a établi la « culpabilité » de M. Maniu. Telle est l'information répandue par les « autorités compétentes » à la suite des longs interrogatoires auxquels a été soumis le grand chef du parti national paysan roumain.

D'après une nouvelle, recueillie et diffusée par la radio américaine, M. Maniu se serait senti mal au cours de l'enquête et il aurait fallu une transfusion de sang pour le ranimer. Un télégramme « officiel », prétend toutefois que le « prévenu » est parfaitement lucide et qu'il est en état de reconnaître ses responsabilités.

Les deux nouvelles peuvent être vraies. M. Maniu a soixantequinze ans ; il est malade ; il fut retiré d'une maison de santé pour être conduit à la prison. Mais sa vigueur morale le rend certainement capable de revendiquer, jusqu'à son dernier souffle, toutes ses responsabilités.

Le fait que l'arrestation de M. Maniu et de ses amis les plus proches coïncide avec les poursuites dirigées dans tous les pays voisins — en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne — contre les plus valeureux chefs du mouvement paysan, démontre que la vague de terreur qui se répand, s'acharne à submerger à l'Est toutes les positions sur lesquelles pouvait encore être étayé un ordre européen.

Un tel ordre n'avait pas de serviteur plus loyal et plus courageux que J. Maniu.

Pendant la guerre, Moscou lui rendait hommage : « Paysans, ouvriers, soldats roumains — était-il dit sur les ondes soviétiques, à la fin de chaque émission en langue

roumaine, venez tous derrière votre

tion de justice sociale, — sa fidélité aux amis du dehors, aux « anciens alliés », son penchant très net et très ancien pour un fédéralisme européen — toutes ses vertus le liaient indiscutablement à son pays et à l'Europe. Il n'était pas le « maître » des siens, il en était la conscience ; il l'est encore, aussi quel que soit l'endroit où il se trouve, dans sa petite propriété de Transylvanie, dans sa modeste demeure de Bucarest ou en prison, il est plus fort, plus permanent, et naturellement plus national que tous les éphémères maîtres du jour.

Et c'est bien là ce que ces « maîtres » ne peuvent pas lui pardonner. La soumission de Maniu aurait consacré leur triomphe ; sa déapprobation accuse l'irréversible échec de leurs efforts.

Maniu était pourtant bien près de faire confiance aux événements. Comme tout le peuple roumain, il espérait un miracle. Il voulait croire que du fond de la grande souffrance du peuple russe allait jaillir, libéré par la victoire, un grand et généreux élan de solidarité humaine, qui unirait les hommes et les nations, courbées jusque-là sous le joug de l'iniquité hitlérienne, et leur rendrait la confiance et la joie de vivre. Au jour de la victoire, la Russie soviétique pouvait tout : le cœur des peuples lui était ouvert.

Mais le miracle ne s'est pas accompli. Au lieu d'un élan rénovateur, ce fut l'esprit de conquête, vieux comme le monde, qui s'appesantit sur une bonne partie de l'Europe. Et ce furent les cliques minoritaires, poussées à l'assaut du pouvoir, les régimes imposés à coups de poing impérieux frappés sur la table ; ce fut, sous le couvert d'une idéologie aux années folles, la violation

errogatoires auxquels a été soumis le chef du parti national paysan roumain.

D'après une nouvelle, recueillie et diffusée la radio américaine, M. Maniu se serait mal au cours de l'enquête et il aurait eu une transfusion de sang pour le ranimer. Un télégramme « officiel » prétend toujours que le « prévenu » est parfaitement lucide et qu'il est en état de reconnaître ses responsabilités.

Les deux nouvelles peuvent être vraies. Maniu a soixantequinze ans ; il est malade ; il fut retiré d'une maison de santé pour être conduit à la prison. Mais sa vigueur morale le rend certainement capable de rediquer, jusqu'à son dernier souffle, toutes responsabilités.

Le fait que l'arrestation de M. Maniu et ses amis les plus proches coïncide avec poursuites dirigées dans tous les pays — en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne — contre les plus valeureux chefs du mouvement paysan, démontre que la vague terreur qui se répand, s'acharne à submerger à l'Est toutes les positions sur lesquelles pouvait encore être étayé un ordre européen.

Un tel ordre n'avait pas de serviteur plus vaillant et plus courageux que J. Maniu. Pendant la guerre, Moscou lui rendait l'image : « Paysans, ouvriers, soldats roumains — était-il dit sur les ondes soviétiques, à la fin de chaque émission en langue roumaine — rangez-vous tous derrière votre chef Maniu... » Moscou reconnaissait l'autorité de l'homme qui incarnait déjà l'résistance nationale.

En effet, Maniu bravait la colère de Hitler et demandait publiquement à Antonesco de mettre fin à une guerre contraire à la volonté et aux intérêts de la nation. En un rapport où la police nazie sévissait en Europe, Maniu exigeait le rappel des troupes russes de Russie, la reprise des relations avec nos anciens alliés, la France, l'Angleterre, la Russie, les Etats-Unis, le retour à la politique et à un ordre de choses que le « réel » n'avait jamais consenti à abandonner. « Je suis le seul homme politique de toute l'Europe dominée par l'Axe qui a pris officiellement position contre l'Axe », disait-il le 24 janvier 1944 au président des. J'ai prouvé ainsi les sentiments réels du peuple roumain envers la Russie soviétique. »

« Von Klemperer, ministre du Reich à Bucarest, perdait patience : « Nous saurons lui fermer la bouche, s'il le faut, avec le poing... » déclarait-il dans une allocution publique. Mais, malgré les insistances de Berlin, le gouvernement n'osa pas toucher au représentant le plus autorisé de l'opinion publique. Revint ainsi à Maniu l'honneur d'être la ville ouvrière de l'acte de libération du 20 août 1944, lorsque le chef du parti national paysan appuya de toute l'autorité de son parti et de sa popularité, l'acte courageux du roi Michel.

L'homme de la résistance nationale n'était pas un tribun ni un politicien assoiffé de pouvoir. Il n'avait rien d'un démagogue. Il défendait son prestige, il le doit encore, à l'attitude morale qu'il a constamment observée dans la vie publique. S'efforçant de respecter strictement les principes qu'il défendait, fort peu gouverné. Son intransigeance dégeait souvent à l'inaction et provoquait des fissures à l'intérieur de son parti. Mais, quand un problème d'ordre national se posait, il devenait le chef, par tous reconnu. La nation entière cherchait refuge alors auprès de lui, dans l'opposition. Son courage physique, son intrépidité morale, sa ferveur chrétienne, — son patriotisme à la fois ardent et très simple, patriotisme de terrien, sorti du sol et s'élevant à une haute conception

liaient indiscutablement à son pays et à l'Europe. Il n'était pas le « maître » des siens, il en était la conscience ; il l'est encore, aussi quel que soit l'endroit où il se trouve, dans sa petite propriété de Transylvanie, dans sa modeste demeure de Bucarest ou en prison : il est plus fort, plus permanent, et naturellement plus national que tous les éphémères maîtres du jour.

Et c'est bien là ce que ces « maîtres » ne peuvent pas lui pardonner. La soumission de Maniu aurait consacré leur triomphe ; sa désapprobation accuse l'irréversible échec de leurs efforts.

Maniu était pourtant bien près de faire confiance aux événements. Comme tout le peuple roumain, il espérait un miracle. Il voulait croire que du fond de la grande souffrance du peuple russe allait jaillir, libéré par la victoire, un grand et généreux élan de solidarité humaine, qui unirait les hommes et les nations, courbées jusque-là sous le joug de l'iniquité hitlérienne, et leur rendrait la confiance et la joie de vivre. Au jour de la victoire, la Russie soviétique pouvait tout : le cœur des peuples lui était ouvert.

Mais le miracle ne s'est pas accompli. Au lieu d'un élan rénovateur, ce fut l'esprit de conquête, vieux comme le monde, qui s'appesantit sur une bonne partie de l'Europe. Et ce furent les cliques minoritaires, poussées à l'assaut du pouvoir, les régimes imposés à coups de poing impérieux frappés sur la table ; ce fut, sous le couvert d'une idéologie aux apparences généreuses, la violation constante de la volonté et des intérêts des nations ; et puis, ce fut le grand silence qui s'étendit alors que les prisons se remplirent. Hitler à peine abattu, l'Anti-Europe aux yeux bridés surgit à nouveau du fond des âges, et étend d'un bout du continent à l'autre le sombre règne de l'illégitimité.

(Suite en deuxième page, 7^e colonne)

tiques la rencontre de Belgrade devait préfigurer la Conférence des Grands : on y trouve des indications sur l'atmosphère et les idées qu'ils voudraient faire prévaloir à Genève. Or, les "principes" de Belgrade sont une excellente entrée en matière pour la prochaine conférence ; ils permettent aux Puissances Occidentales d'engager la discussion sur tous les problèmes dont dépend l'établissement de la paix.

Voici en premier lieu le principe de l'indivisibilité de la paix. "L'indivisibilité de la paix, nous dit la Déclaration commune, est le seul fondement possible de la sécurité collective." Ce qui équivaut à affirmer qu'il ne peut y avoir de sécurité en Europe, si la paix n'est pas établie à l'Est comme à l'Ouest. Pas de pacification réelle dans un continent divisé : le bien-être des uns exige la liberté des autres ; aussi longtemps que le trouble sévit dans certains pays, il n'y a pas de vraie sécurité pour personne.

Suivent "les principes de Bandoeng", auxquels la "Déclaration commune" adhère explicitement en reconnaissant que "le soutien accordé aux peuples d'Asie et d'Afrique pour renforcer leur indépendance politique et économique, contribue à renforcer la paix du monde..." Il est permis de penser que ce qui vaut pour les peuples d'Afrique et d'Asie vaut également pour les peuples d'Europe. Si par conséquent la Conférence des Quatre s'inspirant des principes de Belgrade et de Bandoeng accordait son soutien pour "renforcer l'indépendance politique et économique" de tous les peuples européens, elle agirait dans le sens de sa mission, qui est celle d'établir la paix.

Viennent enfin les principes d'un caractère général : "Respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité, de l'égalité des Etats dans leurs relations mutuelles... Fidélité aux principes de respect mutuel et de non-intervention dans les affaires intérieures pour quelque motif que ce soit, de nature économique, politique, idéologique..."

Cette énonciation est faite sans aucune réserve,

ni aucune discrimination. Elle ne s'applique pas seulement aux deux Etats signataires de la "Déclaration commune", l'URSS et la Yougoslavie, mais à tous les Etats, sans exception. Appliquée aux pays captifs, elle contient tout ce qu'il faut, pour mettre fin à leur infortune : rétablissement de leur indépendance et de leur souveraineté, évacuation de leur territoire, arrêt de toute intervention dans leurs affaires intérieures, libération de toute contrainte politique et de toute exploitation économique, fin du régime communiste imposé par l'étranger.

La "Déclaration commune" souscrite à Belgrade par Messieurs KROUCHTCHEV, BOULGANINE et MIKOYAN offre ainsi à la Conférence des Quatre non seulement les principes, mais aussi les moyens pour rétablir l'ordre et la paix dans l'Est européen.

Il est vrai que d'autres déclarations ont singulièrement limité l'usage que Moscou entendait faire de ces principes généreux Ainsi, dans la note adressée par M. Molotov aux trois Puissances Occidentales, le 27 Mai dernier, le Ministre des Affaires Etrangères soviétique dénonçait les agissements des dirigeants américains, qui selon lui constituaient "une tentative de s'ingérer dans les affaires intérieures des autres Etats, en lançant des points et des attaques à l'égard des pays des démocraties populaires qui défendent la liberté et l'indépendance de leurs peuples. De telles tentatives, incompatibles avec les principes des Nations Unies doivent être repoussées... Elles sont l'expression de tendances agressives et sont de nature à aggraver la tension internationale."

La thèse de la soi-disant "indépendance" des Etats du Centre et de l'Est de l'Europe, Etats communément désignés aujourd'hui par les termes "Etats satellites" ne tient évidemment pas debout. Séparés arbitrairement du reste de l'Europe par une barrière qui contrevient à leurs plus élémentaires intérêts économiques et politiques, ces pays subissent la double contrainte des armées d'occupation, et d'un régime communiste imposé par la force. L'invocation des principes des Nations Unies est également un défi à la raison. Il n'y a pas un commandement de la Charte de

San Francisco qui n'ait été ouvertement violé par un régime qui a supprimé les libertés civiques, a baillé la presse, a empêché toute libre expression de la volonté nationale, et tient emprisonnés depuis plus de dix ans tous les militants de la démocratie, appartenant à des partis libéraux et socialistes. L'insistance avec laquelle Tito a tenu à bien spécifier dans la "Déclaration commune" que le respect de l'indépendance d'un pays impliquait l'abstention de toute intervention dans ses affaires intérieures "pour quelque motif que ce soit, de nature économique, politique et idéologique", prouve à quel point le chef du Gouvernement Yougoslave se méfiait de l'interprétation habituelle que l'Etat et le Parti Communiste soviétiques donnaient au terme d'"indépendance".

Comme Moscou se rendait compte qu'il était difficile par de tels artifices de camoufler le sens et la portée des principes que le Gouvernement soviétique venait de proclamer lui-même avec tant d'éclat, il a tenu à étayer son refus par des arguments plus préemptoires.

Le "Kommunist", organe du Comité Central du Parti Communiste soviétique, dans un article évidemment inspiré, a déclaré que "l'URSS refuserait de discuter à la Conférence des Quatre des problèmes relatifs aux démocraties populaires : car les peuples exigent des pourparlers sérieux et honnêtes dans l'intérêt de la paix. L'URSS estime que les négociations doivent revêtir un caractère réaliste, tenant compte des changements fondamentaux dans les rapports de force qui se sont produits dans l'arène internationale."

Voilà ce qui est clair; le "Kommunist" estime qu'il y a là deux domaines bien distincts, et il trace avec soin la ligne de démarcation : d'une part le domaine des réalités et des rapports de force, où la discussion peut être sérieuse et honnête, - et, d'autre part, les "principes", affichés dans les déclarations et les documents publics, et qui ne comportent pas le même caractère d'honnêteté ni de sérieux.

Une telle discrimination correspond peut-être à une certaine politique, dite réaliste. Mais elle ne

correspond ni aux principes, ni aux réalités de l'heure. Vouloir faire la paix en Europe c'est chercher les moyens pour établir des situations stables et légitimes, là où sévissent encore le trouble et le désordre. Il ne s'agit pas de conclure des traités de paix qui demeurent hors de toute réalité, comme autant de chiffons de papier, mais d'établir effectivement la paix dans les rapports entre individus et entre nations. L'intérêt de se saisir des problèmes de l'Europe de l'Est en même temps que du problème allemand tient à la fois à des considérations réalistes (le besoin de réaliser une paix de durée, de sécurité et d'un réel équilibre de force) et à des principes qui sont les mêmes pour tous les peuples. Il est impossible, d'ailleurs, à des puissances qui s'affrontent dans une discussion décisive, de séparer leurs "principes" de l'ensemble de leur politique. Et ce serait une grave erreur d'admettre que l'Union des Soviets, qui fait un tel cas de ses principes lorsqu'il s'agit d'ébranler par la propagande les positions de ses partenaires, puisse refuser de confronter ces mêmes principes avec des réalités qui dépendent d'elle, afin de trouver remède au désordre qu'elle entretient en Europe.

Quant aux Puissances Occidentales, en invoquant les principes soviétiques de l'indivisibilité de la paix, du respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'égalité de tous les états et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, elles disposent du moyen le plus approprié pour poser le problème de la paix européenne dans son ensemble, sans pouvoir être accusées ni d'intentions hostiles contre l'URSS, ni du désir d'"aggraver la tension internationale". Il ne s'agit pas pour elles, en avanzant sur la route de la paix, d'enfoncer des portes dans le bloc de l'Est, mais simplement de pénétrer dans l'enceinte, arbitrairement surveillée par Moscou, par une porte dont Moscou vient de faciliter l'accès. Et puisque tous le monde est d'accord sur le but poursuivi, qui est l'établissement de la paix; puisque tout le monde se sert des mêmes termes pour définir cette paix, rien n'est plus raisonnable que d'exiger que ces termes, encore abstraits, soient concrétisés par les faits.

S'il devait y avoir différentes façons pour interpréter le terme d' "indépendance", et la façon dont ils s'appliquent aux peuples du Centre et de l'Est européens, il n'y a qu'un seul moyen pour résoudre une telle controverse; c'est de permettre aux peuples respectifs de se prononcer eux-mêmes sur la manière dont ils entendent être indépendants. L'indépendance d'un peuple implique la libre expression de sa volonté nationale. La preuve et la consécration de cette indépendance résultent d'une manifestation de cette volonté par des élections libres.

Comme pour le problème allemand, la solution des problèmes de l'Europe de l'Est exige, en fin de compte, une intervention directe des peuples dont le sort doit être réglé. Cette intervention soulève des questions délicates et ardues. Sa valeur probatoire dépend entièrement des conditions dans lesquelles les consultations populaires pourront s'effectuer. Les régimes actuels ont à tel point faussé tous les rouages de l'appareil d'état, qu'il ne suffirait pas d'un simple contrôle international pendant les élections pour permettre à la volonté populaire de s'exprimer librement; il faudrait qu'une autorité internationale prenne à sa charge, dans la période préparatoire des élections, la surveillance des fonctions gouvernementales et administratives, afin d'assurer la liberté de la discussion, la liberté de la presse, et surtout la liberté des individus, qui ont perdu depuis dix ans toute notion de protection légale et de sécurité.

La procédure des élections forme un chapitre à part de la procédure qui est à prévoir pour le règlement des problèmes des pays captifs.

Ce qu'il faut relever ici, à la fin de cet exposé, - et ce qu'il faut proclamer avec force et conviction - c'est que pour mettre fin à une époque de troubles et de terribles abus, où la volonté des peuples de la moitié de l'Europe a été honteusement bafouée, il n'est pas possible d'établir un ordre général pouvant servir de fondement à la paix sans donner à la volonté de ces peuples la possibilité de s'affirmer et de s'exprimer à nouveau librement.

Parmi les ruines accumulées dans ce monde par divers régimes totalitaires se trouve l'idée de la paix, privée de son prestige et vidée de sa substance. Pour cette paix, pour ces rapports entre hommes et entre peuples, on ne peut réhabiliter la paix sans rendre à l'homme sa dignité, et aux nations la liberté qu'elles exigent et de laquelle elles sont dignes.

III

Les résultats de la rencontre qui a eu lieu ces derniers jours à San Francisco, pour le dixième anniversaire de l'ONU, nous permettent de vérifier l'exac-titude de certaines de nos conclusions.

M. Molotov a profité de cette réunion en exposant un plan en sept points pour mettre fin à la guerre froide.

Retenons ici les idées principales de ce plan.

Première idée : il faut démanteler le système de la défense occidentale. Ceci exige le départ des américains d'Europe, donc l'évacuation de l'Allemagne par les "troupes d'occupation". Mais cela exige également l'évacuation des bases militaires dans les autres pays.

Evidemment, pas un mot du retrait des troupes d'occupation de l'Europe de l'Est, ni de la suppression des bases militaires politiques et idéologiques que Moscou maintient dans les pays captifs.

Seconde idée : l'Asie doit être "libérée", conformément aux exigences de la "souveraineté" des nations et de l'intégrité de leurs territoires. Rien de semblable pour l'Europe. Le principe de la "liberté" doit servir à entretenir le trouble dans le monde, non à rétablir l'ordre en Europe.

M. Molotov a encore parlé de l'utilité des

Parmi les ruines accumulées dans ce monde par divers régimes totalitaires se trouve l'idée de la paix, privée de son prestige et vidée de sa substance. Elle s'est effondrée sous les coups répétés portés contre les droits de l'homme et la liberté des nations. Pour mettre fin à une époque de profonde dégradation dans les rapports entre hommes et entre peuples, on ne peut réhabiliter la paix sans rendre à l'homme sa dignité, et aux nations la liberté qu'elles exigent et de laquelle elles sont dignes.

III

Les résultats de la rencontre qui a eu lieu ces derniers jours à San Francisco, pour le dixième anniversaire de l'ONU, nous permettent de vérifier l'exactitude de certaines de nos conclusions.

M. Molotov a profité de cette réunion en exposant un plan en sept points pour mettre fin à la guerre froide.

Retenons ici les idées principales de ce plan.

Première idée : il faut démanteler le système de la défense occidentale. Ceci exige le départ des américains d'Europe, donc l'évacuation de l'Allemagne par les "troupes d'occupation". Mais cela exige également l'évacuation des bases militaires dans les autres pays.

Evidemment, pas un mot du retrait des troupes d'occupation de l'Europe de l'Est, ni de la suppression des bases militaires politiques et idéologiques que Moscou maintient dans les pays captifs.

Seconde idée : l'Asie doit être "libérée", conformément aux exigences de la "souveraineté" des nations et de l'intégrité de leurs territoires. Rien de semblable pour l'Europe. Le principe de la "liberté" doit servir à entretenir le trouble dans le monde, non à rétablir l'ordre en Europe.

M. Molotov a encore parlé de l'utilité des

échanges économiques et culturels, et du développement du tourisme. Un tel progrès suppose des changements importants dans le monde soviétique : la suppression de certaines barrières, le rétablissement de nombreux droits et libertés. Rien encore ne permet d'espérer de tels changements.

Le "plan" pour mettre fin à la guerre froide correspond exactement à l'idée que les Soviétiques se font de la "paix" : c'est une façon de pousser en avant les frontières de leur empire.

Mr. John Foster Dulles a répliqué avec raison que pour faire la paix il suffisait de respecter la Charte des Nations Unies et ne pas user la force ou la menace dans les relations internationales. Il a rappelé de même que "le communisme internationale constituait une conspiration à l'échelle mondiale visant à porter au pouvoir une forme de gouvernement qui n'a jamais été librement choisie dans aucun pays."

Cette double constatation faite par Mr. Dulles nous permet de conclure que le gouvernement des Etats-Unis restera fermement opposé à l'admission dans l'organisation des Nations Unies des pays de l'Europe de l'Est qui n'en font pas encore partie, et dont le régime communiste imposé du dehors est manifestement en contradiction avec les principes essentiels de la Charte de San Francisco. Une telle attitude serait d'ailleurs conforme avec les engagements contenus dans la déclaration commune, anglo-américaine, faite en Juin 1954 à Washington.

Des efforts sont poursuivis, ces jours mêmes, pour favoriser la candidature de ces pays, en vertu du principe de l'"universalisme de l'ONU", et aussi afin de faciliter l'admission par voie de transaction de certains pays du monde libre. Mais il y va certainement du prestige et de l'autorité de l'ONU, ainsi que de l'intérêt de la paix, si les portes de la haute institution internationale s'ouvraient à des pays qui pourraient prouver leur volonté de respecter la Charte.

Nous prenons acte, avec intérêt, des paroles du Président Antoine Pinay, qui a insisté sur le besoin de faire participer l'Europe de l'Est à la vie de l'Europe, - de surmonter progressivement la division de l'Europe, et d'associer tous les peuples européens à une tâche constructive..." Nous n'avons jamais cessé d'avoir confiance dans la France, et nous sommes certains qu'à l'heure voulue, elle saura préciser sa pensée, - conformément à ses grandes traditions - et défendre un ordre européen dont elle a été, aux siècles passés, le principal artisan.

Nous savons également que ce n'est pas dans une seule conférence qu'on viendra à bout de tous les problèmes européens, y compris la nôtre. Une ère de négociations commence entre les deux mondes, et si la voie n'est pas aussitôt bloquée par des vues et des agissements par trop contradictoires, cette ère risque de durer un certain temps. Il s'agit donc, comme l'a fort judicieusement dit le Ministre des Affaires Etrangères de France, d'avancer étape par étape.

Cet effort pour arriver à la paix doit toutefois répondre à deux conditions.

Le plan doit en être minutieusement dressé d'avance. Puisqu'il s'agit de faire œuvre constructive, c'est-à-dire édifier à la fois l'Europe, et la paix, rien d'important ne peut être laissé au hasard des solutions de transaction. L'idée d'un ordre européen, fondement, justification et garantie de la paix, doit être conçue dans son ensemble, et formulée sans esprit de provocation, mais avec rigueur et fermeté. Le succès final d'un tel effort constructif dépend de la vigueur avec lequel il est initié.

En second lieu, il serait sage de tenir compte du fait, - et il serait dangereux de ne pas en tenir compte - que le temps dont on dispose pour faire la paix n'est pas illimité. Il paraît certain que les Soviétiques, dans toutes les négociations dans lesquelles ils s'engagent, essayent de gagner non seulement du terrain, mais aussi du temps.

Ils ont toujours estimé que le temps jouait pour eux, et il est fort probable qu'ils ont de bonnes raisons de le croire encore. Les armes atomiques et nucléaires tendent à s'égaliser, dans un proche avenir, d'une telle façon, qu'elles ne laisseront plus qu'aux Etats dénués de scrupules, l'initiative des grands mouvements politiques. C'est une échéance qu'il faut avoir en vue, si l'on veut assurer l'existence du monde libre. Pour le faire, il n'y a plus beaucoup de fautes à commettre, ni beaucoup de temps à perdre.

(4)

DISCOURS DE MONSIEURS GAFENCO

A

L'ASSEMBLEE DES NATIONS EUROPEENNES

CAPTIVES.

STRASBOURG, 3/7/1955

Ladies and Gentlemen, avec votre permission je parle-
rais le français. Et je voudrais d'abord, Monsieur le
Président, avant d'entrer dans le vif du sujet que vous
me permettiez d'adresser en tant que européen et exilé
vivant en Europe, - si l'on peut parler d'exil, lors-
que l'on vit en France, - d'adresser quelques paroles
de remerciement aux orateurs que nous avons entendu au-
jourd'hui, ici : Monsieur Bloch qui représente ici le
comité français pour une Europe libre, comité qui a accor-
dé aux exilés d'Europe et aux exilés de France l'appui
de toute la sympathie et de tout le désir d'aider du
point de vue moral et spirituel, - ce qui est très, très
important, - les exilés d'Europe - J'aimerais qu'il
communique ces remerciements à son comité - et je voudrais
aussi dire à Monsieur Grapier qui représente ici le
mouvement européen, combien nous autres européens qui
luttons dans les rangs du mouvement européen, à égalité
avec nos collègues d'Europe occidentale, et souvent dans
les positions les plus respectables, les plus honorées,
de ce mouvement européen, au premier rang des militants -
Nous sommes reconnaissants au mouvement européen de l'asyle
qu'il nous donne, non pas seulement en tant qu'exilés
mais en tant qu'euro péens, et nous permet de contribuer
comme tous les autres européens occidentaux à la lutte
pour la grande cause de l'Europe Unie.

Et maintenant, Messieurs, je veux entrez dans le

vif du sujet qui nous intéresse(maintenant) et qui forme l'objet de notre dernière discussion , une discussion des plus importantes. Lorsque nous regardons en arrière, nous voyons comme une tombe sépulchrale, une ~~taska~~ pierre tombale, qui pèse sur le passé , -long déjà de nombreuses années - de nos pauvres pays.

Et lorsque nous regardons devant nous, nous voyons, à quinze jours de distance, la conférence des Quatre Grands.

Nous sentons la responsabilité que nous avons aujourd'hui , nous la sentons certainement et nous l'avons sentie au cours des discussions que nous avons eues, au moment où nous avons confronté nos idées au sujet de la declaration finale que nous avons adressée par dessus les têtes de cette conférence , aux dirigeants des puissances occidentales. C'est une declaration dans laquelle nous voulons refermer avec toute notre conviction, avec toute la foi qui nous lie aussi bien à la cause de notre pays qu'à la cause de l'Europe ~~taskareană~~ en son entier, - ce que nous aimerais qu'il soit fait par la libération de nos pays, mais aussi pour assurer la sécurité et la paix de l'EUrope. Car dans nos convictions, dans notre confiance - et aussi, laissez nous dire, dans notre expérience - nous savons que la cause de la libération de nos pays est étroitement lié , est lié pour toujours, à la cause de la paix européenne et à la cause de la paix générale.

Messieurs, sur ce sujet je me suis permis de faire un large exposé qui a été déjà, je crois, distribué en langue française et en langue anglaise. Je ne veux pas insister sur les idées que j'ai développées dans ce projet, je ne veux pas prendre du temps à mes collègues qui vont sans doute développer dès idées au sujet du même problème; je pense que ce que j'ai écrit est suffisant pour aider(à faire cette déclaration), à composer cette déclaration que nous lirons demain devant l'Assemblée Générale et qui doit représenter une affirmation de foi et en même temps un appel suprême aux quatre puissances qui ont la grande responsabilité de se réunir le 18 Juillet pour tâcher d'assurer les conditions de la paix.

Je voudrais aujourd'hui, très brièvement, rappeler ce que, très humblement, nous représentons, nous autres exilés qui sommes réunis ici, pour rédiger cette déclaration. J'aimerais le faire, parce qu'on a parlé ici en termes très bienveillants à notre égard d'une certaine prudence de la part de la diplomatie occidentale à notre égard. L'émigration a été de tout temps vu avec une ~~certaine~~ espèce de suspicion. Déjà au cours du dernier siècle, un très grand français, Albert Vandal, a écrit quelques pages qui resteront sur l'Émigration, sur ses qualités, mais surtout sur ses grands défauts. Et il a dit que l'émigration représentait des hommes détachés de leur pays, détachés de leur sol, qui n'avaient pas compris les choses qui se passent à l'intérieur de

leur pays et qui s'étant détachés de leur pays, s'étaient détachés en même temps du temps, qu'ils flottaient dans le vide et par cela ils commettaient un péché continu^{tel} contre l'esprit. Ils étaient remplis d'idées de vengeance, de régression, de contre-révolution. Et peut-être qu'il y a des gens d'ésireux ou enclin d'émettre le même jugement à notre égard, étant donné qu'il n'y a que quelques kilomètres qui nous séparent sur le Rhin des émigrés qui, il y a un siècle et demi, se sont réunis à Koblenz pour venir avec l'aide de l'étranger imposer leur volonté à la volonté de leur nation.

Eh bien, je voudrais, en quelques mots, expliquer quelle est notre situation d'émigrés, aujourd'hui, en Europe. Est-ce que nos pays ont été la proie de révolutions intérieures ? Est-ce qu'ils ont été la proie de révolutions qui ont jailli de la profondeur de notre sol et de la profondeur de notre passé ? Est-ce que nous sommes, nous autres, victimes de ce qui s'est passé dans nos pays, c'est à dire, est-ce que nous avons été expulsés de notre pays par la libre manifestation de la volonté de notre peuple qui voulait changer avec les temps actuels et avec les institutions actuelles ?

Vous savez fort bien que non. Ce qui s'est passé dans nos pays, Messieurs, ce n'est pas un phénomène des temps nouveaux, c'est un phénomène vieux comme le monde, c'est l'émigration. A la suite d'une guerre terrible, d'une guerre affreuse, parcequ'elle était basse, non seulement par le massacre qu'elle a provoqué, mais elle a été

(2)

basse par la confusion qu'elle a introduit dans les esprits, confusion aux sujet des idées, confusion au sujet des nations et des peuples. A la suite d'une paix récente, nos peuples ont été occupés par une grande puissance qui a poussé ses armées chez nous et qui a implanté chez nous de force qui, avec ses armées, ses méthodes, sa volonté, ses institutions et son régime. Et elle y est restée. Aussi, tout ce qui s'est passé chez nous, le changement de nos régimes, la falsification de la volonté populaire, cette guerre constante, menée contre le peuple, contre la nation, contre l'homme - dont parlait Monsieur Glaser si bien l'autre jour. Eh bien, cette guerre-là est l'expression et l'effet d'une volonté étrangère et n'a servi qu'à des intérêts étrangers. Et lorsque nous avons pris résolument position contre cette invasion avec tout ce qu'elle représentait au point de vue politique et au point de vue idéologique, nous ne l'avons pas fait dans un esprit de vengeance, nous ne l'avons pas fait pour provoquer une contre-révolution. Peu d'entre nous - et ceux sont certainement pas les plus sages - croient pouvoir encore trouver leurs anciens biens ou leurs anciennes situations. Aucun d'entre nous n'aspire à retrouver ses anciens priviléges - qui d'ailleurs n'existaient plus depuis longtemps dans nos pays. Non, ce que nous voulons, ce n'est pas la resurrection du passé. Nous voulons que l'étranger s'en aille, tout simplement. Nous voulons la liberté. Et la liberté n'est pas une

chose surannée, une chose du passé, la liberté est un bienfait de tous les temps. Et lorsque nous la réclamons pour notre pays, nous savons que nous sommes en communion profonde avec notre pays. Et nous ne demandons pas à imposer par la force notre volonté ou des volontés étrangères à nos peuples. Non, nous demandons - et c'est là une des principales réclamations que nous allons mettre dans notre déclaration - nous demandons, au contraire, que la cause de nos pays soit portée devant la discussion internationale et que nos peuples reçoivent la possibilité de déclarer avec liberté quelle est leur volonté. Si cette volonté doit être dirigée contre nous, nous acceptons d'avance le verdict. Mais nous voulons que nos peuples puissent affirmer leur volonté librement. Et en faisant cela, nous savons que nous ne servons pas seulement la cause de nos pays, nous savons que nous servons la cause de l'Europe entière, parce que c'est la seule façon de limiter l'énorme danger de l'invasion. Car aussi longtemps que l'invasion rôde le long d'une frontière illicite, illégitime, le danger est énorme pour l'Europe entière. Et il n'y a pas de paix possible, ni en Europe, ni dans le monde.

Au sujet des problèmes qui se trouvent dans mon exposé, je ne vous dirai que quelques mots. Notre cause, Messieurs, notre cause qui pour nous est la raison même de notre existence, dormait depuis longtemps enfouillie

dans les dossiers des chancelleries européennes, et, par un consentement général, le silence s'était fait sur cette cause. Brusquement, quelque chose s'est passé. Cette cause semblait être sortie d'elle même et vouloir s'imposer d'elle même, plus que par la volonté des hommes d'état et plus que par nos efforts sur le tapis vert où l'on discute aujourd'hui les problèmes du monde. Il s'est passé quelque chose de nouveau qui a fait surgir notre cause. J'ai tâché d'expliquer dans mon mémoire quelles sont les raisons profondes de ce changement: la politique soviétique, la politique soviétique qui a changé non pas dans les buts qu'elle poursuit, mais dans les méthodes qu'elle emploie. Elle a affiché le sourire à la place de la menace. Elle a menacé aussi longtemps qu'elle espérait pouvoir empêcher l'occident de s'unir. Le jour où l'occident a été uni, elle a commencé par sourire pour pouvoir par le sourire démanteler l'unité de l'occident. Mais ce sourire a fait fondre certains glaçons - on a parlé de dégel en Europe; la guerre froide est sortie de ses tranchées où elle s'était immobilisée, elle est redevenue une guerre de mouvement et dans ce mouvement que les soviétiques entendent mener avec le sourire, il est permis aux occidentaux de participer à ce mouvement et de tâcher de tirer avantage de ce mouvement. Et ce dégel a produit aussi le dégel de notre cause. On s'est rendu compte que pour faire la paix en Europe, il était nécessaire une paix, non

pas fondée sur un compromis passager, mais fondée sur un ordre, une paix qui établit un équilibre réalistes au centre de l'Europe; il était nécessaire de parler de nous. Et même si les quelques arguments qui ont été employé ces temps derniers - on a parlé de neutralité , de neutralisation, des termes qui ne m'enchantent guère, mais qui ont servis à ranimer notre cause , à ranimer notre problème et à le pousser en avant de nouveau dans la discussion internationale, même si cette idée de neutralité va tomber, la cause de notre pays restera à l'ordre du jour; et elle restera intimement liée au problème de la paix. Or, nous demandons que l'on tirent toutes les conséquences de cet évènement. Nous ne demandons pas d'apporter dans la discussion internationale un élément à nouveau; nous ne demandons pas de faire violence aux hommes d'état occidentaux; nous leurs demandons seulement de prendre eux-mêmes acte qu'au moment où ils ont voulu serrer de plus près le problème de la paix, il y a un problème qui s'est imposé à eux, une solution qui est devenue nécessaire, la solution des pays de l'Est et du centre européen. Et nous leurs demandons que ces problèmes qui d'eux-mêmes se sont posés en avant, soient effectivement avec courage placés sur la table de la discussion et qu'ils soient maintenus malgré certainement les délégations et les refus qui viendront du côté soviétique.D'ailleurs, l'alarme provoquée en URSS , uniquement par le fait qu'on a commencé à parler de nous, la crainte de discuter ce

problème , les fauxfuiant et les arguments manifestement faux que Moscou emploie pour tâcher d'éviter cette discussion, prouve quel point cette cause, ce problème est fort et à quel point il est près des réalités de l'heure. Et cela nous encourage encore plus d'attendre les évènements. C'est donc la première demande que nous formulons dans notre déclaration : nous voulons que la cause de notre pays, le problème de nos pays, en liaison avec le problème de la paix, soient discuté à la conférence des quatre. Et il y a le second problème. Je n'entre pas dans les détails , je vous le dis, je veux simplement faire un schéma de ce que est la discussion d'aujourd'hui.

Deuxième question importante : il faut donner à la volonté populaire la possibilité de s'exprimer librement. Tout le monde, Messieurs, déclare que nous sommes indépendants et que nous devons être indépendants. L'occident déclare et a toujours déclaré à travers ses chartes notre droit à la liberté et à l'indépendance.

Les russes soviétiques eux-même, maintenant, ne font que parler d'indépendance et de souveraineté et pour empêcher toute discussion, mettent notre indépendance en avant. Ce que vaut l'indépendance que nous ont donné les russes, nous le savons. Le monde entier le sait,
puisqu'on parle de nos états comme d'états satellites.

- 10 -

Mais il y a une façon très simple de résoudre cette controverse. C'est de laisser parler les peuples eux-mêmes- L'indépendance, la discussion sur l'indépendance mène tout naturellement sur la consultation directe des peuples , c'est à dire aux élections libres. Et c'est sur des élections libres, des élections libres et contrôlées, évidemment , contrôlées d'une façon internationale, que va porter tout le poids de notre déclaration. Vous verrez dans la déclaration même , et je suis sûre , dans les conférences et les discours qui vont être tenus ici, ce que nous entendons par des élections libres - certains orateurs vont certainement entrer dans les détails de ces élections libres - moi, je voulais simplement vous énoncer ces deux points capitaux qui se trouvent dans notre déclaration : discussion de notre problème, élections libres.

Messieurs, j'ai fini. Je voulais simplement vous dire qu'aucun d'entre nous ne se fait l'illusion que dans les trois - quatre ou cinq jours où les tout grands discuteront à Genève des affaires de ce monde, on arrivera à résoudre notre problème. Si on a de la chance, c'est à dire, si la bonne volonté de discuter , de négocier, continue, et si la mauvaise foi de certains interlocuteurs n'éclate pas dès le début, afin de bloquer la discussion, ce qui est plus probable, c'est que nous entrons dans une ère de négociations. Cette ère peut durer des mois, elle peut durer des années. Ce que nous

demandons, nous, c'est qu'au début de cette ère de négociations notre problème, le problème de la libération des pays du centre et de l'est européen, soit posé dès le début, dans un programme d'ensemble, comprenant un programme pour l'établissement d'une paix européenne, fondée sur une idée d'ordre.

Nous savons, Messieurs, qu'un tel programme peut devenir une source de force et d'énergie. Les soviétiques, eux, ne se sont pas empêchés jusqu'à présent, de donner le mauvais exemple de ce que peut un argument idéologique. Ils ont fait connaître certains programmes à eux et ils ont réussi à mobiliser des minorités dans chaque pays du monde pour la défense de leur cause. Si l'occident avait le courage de dire ce qu'il veut, d'exposer d'une manière courageuse un plan d'ensemble pour la paix européenne, non pas un plan de compromis, le compromis sur les situations actuelles ne peut pas mener à la paix, mais un plan fondé sur une idée d'ordre, c'est à dire le plan d'une paix de durée et de stabilité, il réussirait à mobiliser non pas des minorités mais des majorités dans la plupart des pays européens - et quant à nos pays derrière le rideau de fer, ils mobiliseraient des unanimités - et cela créerait, Messieurs, à travers toute l'Europe, d'un bout de l'Europe à l'autre, une très, très, grande force morale qui agira dans le sens de la paix, telle que nous la voulons. Non pas une paix imposée de l'Est vers l'Ouest, mais

une paix du monde libre, à laquelle aspirent tous les peuples qui veulent redevenir libres.

La seconde condition est une condition de temps.

Nous savons que nous ne pouvons pas tout faire en trois jours. Mais nous craignons que si nous perdons trop de temps, on ne pourra rien faire non plus. Certainement que ce que les soviétiques veulent aujourd'hui , c'est non seulement dégagner de l'espace , ils veulent gagner du temps. Ils croient que le temps joue pour eux. Ils croient d'abord que le temps joue pour eux, parce que , peut-être, les crises intérieures qu'ils traversent sont de nature à affaiblir leur position actuelles et qu'ils espèrent de pouvoir fortifier leur positions pour discuter avec plus de force le problème de la paix demain et aussi parce qu'ils savent que les armes atomiques dont l'occident a encore aujourd'hui l'avantage peuvent arriver à s'égaler et qu'il arrivera un moment d'égalité telle dans les armes atomiques et nucléaires que seules les états dépourvus de toute scrupule pourront encore se payer le luxe d'avoir des initiatives violentes dans le domaine de la politique étrangère; les pays prudents et les pays qui ont la conscience de ce qu'ils doivent garder et défendre , seront infiniment plus embarrassés de travailler à ce moment.

C'est pour cela que je dis , si l'on veut faire la paix et si l'on veut arriver à une paix fondée sur l'ordre, non pas une paix de servitude qui peut mener à l'écrou-

Lement du monde , il n'y a plus beaucoup de fautes à corriger et beaucoup de temps à perdre .